

# **BORDEREAU D'ENVOI**

**Nom de la collectivité :**

**Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau (SYMCRAU)**

20, Cité des Entreprises - Z.I. du Tubé Sud

13800 ISTRES

Dossier suivi par Christelle POLYCARPE

Tél : 04.42.56.64.86

Mail: [contact@symcrau.com](mailto:contact@symcrau.com)

Liste des pièces adressées le 05 AVR. 2018

A

**Monsieur le Sous-Préfet d'Istres**

DESIGNATION DES PIECES	N°	Date des actes
<b>Délibération :</b> Approbation des conclusions de l'Etude Ressource Stratégique	N° 10/18	30 mars 2018

**Fait à Istres le 03/04/2018**

**La Présidente du SYMCRAU,**



**ACCUSE DE RECEPTION :**

Déposé en Sous Préfecture d'Istres le :

(tampon-déteur de la sous-préfecture)

05 AVR. 2018

Courrier arrivé



## **Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau**

### **EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

**N° 10/18**

**Objet de la délibération : Approbation des conclusions de l'Etude Ressource Stratégique**

L'an deux mille dix huit  
et le vingt-trois mars  
le Comité Syndical du Syndicat Mixte  
de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau  
régulièrement convoqué n'a pu se réunir,  
Le quorum n'ayant pas été atteint.  
Le Comité Syndical, convoqué dans un délai supérieur  
à trois jours francs, s'est réuni  
L'an deux mille dix huit  
et le trente mars  
conformément à l'article 2121-17 du CGCT et  
à l'article 9 du règlement intérieur  
sous la présidence de Mme Céline TRAMONTIN  
pour délibérer valablement  
sans condition de quorum,

#### **Étaient présents :**

- Membres à voix délibérative :  
Mme Marylène BONFILLON, Mme Mireille HENRY, M. Daniel HIGLI, M Jean-Pierre MUTERO,  
M. Jean-Louis PLAZY, Mme Céline TRAMONTIN
- Pour les membres à voix consultative : néant
- Procurations :  
De Monsieur Louis MICHEL à Madame Céline TRAMONTIN

Membres à voix délibérative en exercice : 31 Membres à voix délibérative présents : 6 Procurations : 1 Membres à voix délibérative (présents +procurations) : 7
--



Secrétaire de séance : Mme Marylène BONFILLON

Rapporteur : Mme Céline TRAMONTIN

La nappe de Crau est classée comme ressource en eau majeure présentant un intérêt stratégique pour les besoins en eau potable des populations.

La loi prévoit que soit identifiées au sein de ces masses d'eau **les zones de sauvegarde (ZS)** à préserver pour sécuriser **l'approvisionnement actuel (ZSE<sup>1</sup>) et futur (ZSNEA<sup>2</sup>) en eau potable** (disposition du SDAGE 2016-2021). Elle demande également que les outils réglementaires adaptés à la protection de ces ressources soient mobilisés.

L'identification de ces zones de sauvegarde et la définition des outils de protections sont réalisées au moyen d'une « **Etude Ressource Stratégique** ».

Le SYMCRAU a préféré travailler en concertation avec les collectivités pour définir des zones de sauvegarde et des préconisations techniques **adaptées aux enjeux du territoire et à ces acteurs (cf délibération N°06/15 0 08/15 du 10 février 2015)**.

L'étude ressource stratégique (ERS) s'inscrit dans une problématique **sanitaire** de sécurisation de **l'approvisionnement en eau potable des populations actuelles et futures**. L'étude vise les objectifs suivants :

Déterminer les zones de sauvegarde **à l'échelle cadastrale** en tenant compte des enjeux du territoire en s'appuyant sur le modèle numérique de la nappe

Lister **les dispositions techniques à engager sur le long terme** pour protéger les zones de sauvegarde

Définir **les outils de planification urbaine** qui peuvent être mobilisés pour intégrer les zones de sauvegarde dans le développement urbain

Dégager un schéma d'actions à engager dans le futur pour protéger les zones de sauvegarde **dans un projet de territoire partagé**

L'ERS s'est déroulé en trois phases, entre septembre 2015 et juin 2017

PHASE 1 – septembre à décembre 2015 :

Concertation collective (partenaires, élus, acteurs et services)

**Pré-identification des zones de sauvegarde**

PHASE 2 – janvier à septembre 2016 :

Consultations personnalisées en Mairies (élus et services)

**Caractérisation des zones de sauvegarde**

PHASE 3 – d'octobre 2016 à juin 2017

Consultations thématiques des acteurs, des élus et des services

**Préconisations techniques et guide pour PLU/SCOT**

## 1) Portée réglementaire

Une fois finalisé, le rapport de l'Etude Ressource Stratégique, contenant la cartographie des zones de sauvegarde et les préconisations techniques pour la protection des ressources en eau potable, sera envoyé à la préfecture. Le préfet décidera comment celui-ci sera inscrit dans un Porter à Connaissance (PAC) auquel les collectivités territoriales devront se conformer dans le cadre de l'élaboration de leurs documents de planification. En d'autres termes, **ce n'est qu'après inscription dans le PAC que les ZS seront officiellement existantes et que les collectivités devront les intégrer lors d'une prochaine révision ou modification de leur PLU**.

Le contenu du PAC est de la responsabilité de la Préfecture. Il informera les communes et les aménageurs, soumis à une procédure d'autorisation, de tout ou partie des conclusions de l'ERS, à savoir :

La **délimitation des zones de sauvegarde (ZSE et ZSNEA)**

<sup>1</sup> ZSE : Zone de Sauvegarde Exploitée

<sup>2</sup> ZSNEA : Zone de Sauvegarde Non Actuellement Exploitée



Les **recommandations techniques** pour protéger les zones de sauvegarde  
Le **guide des règles d'urbanisme** à intégrer dans les projets d'aménagement

Si le périmètre des zones de sauvegarde est réglementaire, le contenu technique ou programmatique constitue une ligne directrice, qui devra faire l'objet d'un travail collectif de définition autour d'un projet de territoire. La collectivité ou l'aménageur peut ainsi proposer des mesures alternatives aux recommandations du rapport, avec un niveau de protection de la ressource jugé équivalent.

Par ailleurs les zones de sauvegarde seront cartographiées officiellement dans le prochain SDAGE 2022-2027. Les PLU et SCOT devront être compatibles avec ce document dans un délai de trois ans.

## 2) Méthodologie

### Une consultation active

L'Etude ressource stratégique s'est appuyée sur des nombreux temps d'échanges avec les acteurs du territoire pour prendre en compte leurs connaissances, contraintes et spécificités : Phase de concertation avec les représentants des acteurs pour partager un diagnostic initial sur la nécessité de préserver la capacité d'alimentation en eau potable à travers la protection de certains secteurs du territoire

Phases de consultation des élus et services en charge de l'eau et l'assainissement pour identifier les captages stratégiques pour l'alimentation actuelle et future en eau potable

Phases de consultation des élus et services en charge de l'aménagement du territoire pour prendre en compte les spécificités et orientations de chaque territoire

Phases de consultation des acteurs économiques et des gestionnaires de milieux naturels pour intégrer les contraintes économiques et environnementales dans les recommandations techniques

Constitution d'un Comité Technique, en charge de suivre et valider les choix techniques du projet, et d'un Comité de Pilotage, consulté sur les conclusions de chaque phase de l'étude.

### Détermination des périmètres de zone de sauvegarde

Après identification des captages structurants, le modèle hydrogéologique de la nappe de la Crau (MHYCRAU) a été mobilisé pour délimiter les contours scientifiques des ZS. Les limites cadastrales ont été définies en utilisant une approche maximaliste sécurisante.

### Etablissement des dispositions pour la protection des zones de sauvegarde

Une fois les périmètres établis, il a été désigné une liste des aménagements et activités susceptibles d'altérer durablement la qualité des eaux souterraines au droit des ZS. Une analyse technique, soutenue par des phases de consultation des acteurs concernés, a permis d'établir un ensemble de recommandations pour éviter les facteurs de pollution des eaux souterraines dans les ZS. Ces recommandations constituent une ligne directrice, basée sur un état de l'art actuel, susceptible d'être débattue et d'évoluer.

Une analyse juridique menée par un cabinet d'urbanisme et un cabinet d'avocats, a permis de dégager les dispositions offertes par le Code de l'Urbanisme pour intégrer la protection des ZS dans les documents de planification urbaine (SCOT, PLU et PLUi).

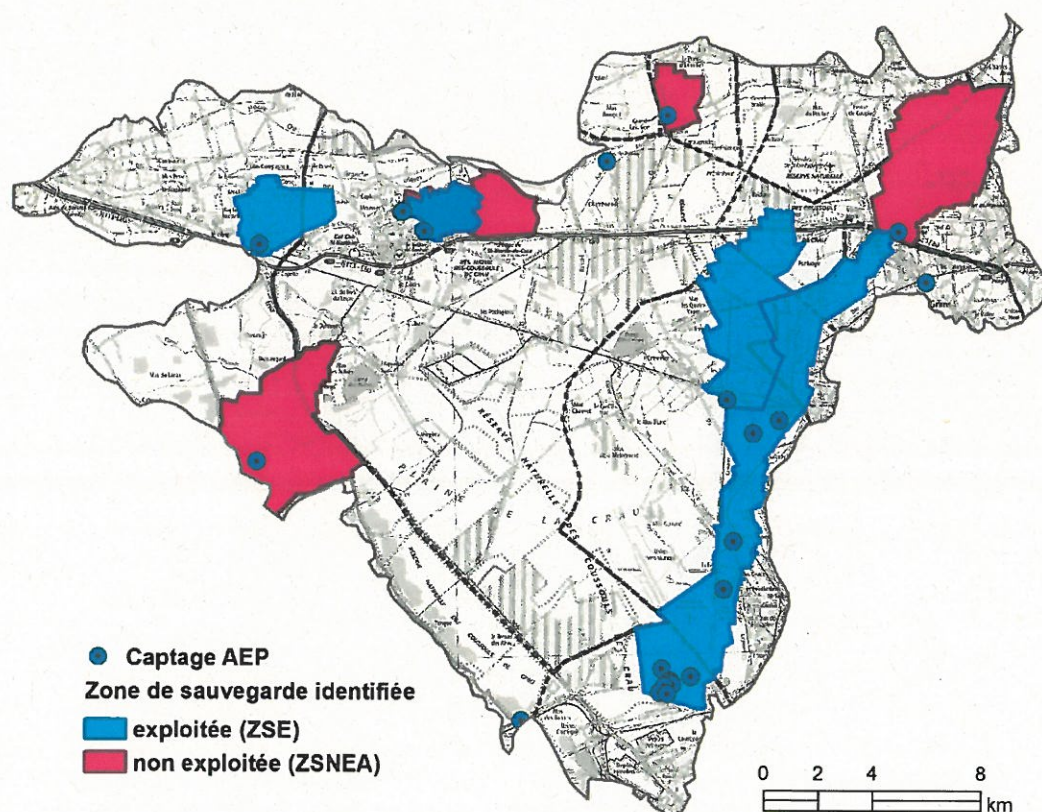
## 3) Résultats

### Identification des zones de sauvegarde

Les ZS définies sur le périmètre de la nappe de la Crau sont au nombre de 8. Elles représentent une surface totale de 100 km<sup>2</sup> soit environ 20 % de l'aire de la nappe.



Zone de sauvegarde	Communes concernées	Superficie (km <sup>2</sup> )	Captages protégés	Débit cible (m <sup>3</sup> /j)	Communes desservies
<b>ZSE de St-Hippolyte</b>	Arles, St-Martin-de-Crau	6.7	St Hippolyte	14 000	Arles et St-Martin-de-Crau
<b>ZSNEA de Mas-Thibert</b>	Arles	19	Mas-Thibert	10 000	Arles
<b>ZSE de Miramas</b>	St-Martin-de-Crau, Miramas, Salon-de-Provence, Istres	16	Canaux jumeaux	10 000	Miramas, Entressen et St-Chamas
<b>ZSE du Super Ventillon</b>	Grans, Miramas, Istres et Fos-sur-Mer	32	Ventillon, Fanfarigoule, Tapies, Caspienne, Autodrome	43 000	Port-St-Louis-du-Rhône, Port-de-Bouc, Fos-sur-Mer, Istres, GPMM, Martigues
<b>ZSE de Saint-Martin-de-Crau</b>	St-Martin-de-Crau	4	Lion d'Or et Valboisé	5 000	St-Martin-de-Crau
<b>ZSNEA d'Aureille</b>	Aureille, St-Martin-de-Crau	0.7	Les Fiolles	3000	Aureille et communes voisines
<b>ZSNEA de St-Martin-de-Crau</b>	St-Martin-de-Crau	8.5	Lion d'Or et Valboisé	10 000	St-Martin-de-Crau et Arles
<b>ZSNEA de Salon-de-Provence</b>	Salon-de-Provence, Eyguières	18	ZAC de la Crau	14 000	Salon-de-Provence et communes voisines



### Recommandations techniques

Les secteurs visés par des mesures de protection complémentaires sont : les activités industrielles avec fort pouvoir de nuisances sur les eaux souterraines, les ZAC et ZI, les carrières, les ouvrages de stockage et de conduites enterrées, l'agriculture, la gestion des eaux usés et des eaux pluviales, les voiries.



Ces mesures n'ont pas de portée réglementaire, elles constituent un optimum technique qui pourra si nécessaire faire l'objet d'adaptation pour permettre l'application d'actions de protection équivalente.

#### Recommandations en matière d'urbanisme

Afin de permettre aux collectivités de définir leur projet d'urbanisme en tenant compte de la présence d'une zone de sauvegarde, le cahier de recommandations dresse une grille de lecture des règles d'urbanisme applicables pour la préservation des zones de sauvegarde, en fonction du niveau d'occupation actuel du site concerné.

Les principales mesures de protection pouvant être introduites dans les règles d'urbanisme concernent des principes généraux à inscrire dans le PADD et l'application de règles précises dans le règlement, en s'appuyant sur les documents graphiques.

### 4) Suite du projet

#### 4.1 Elaboration et mise en œuvre d'un programme d'actions

L'étude a dressé un diagnostic des actions à mettre en place dans les zones de sauvegarde. A court terme il s'agit avant tout une prise en compte des zones de sauvegarde dans les documents d'urbanisme, au cours des prochaines révisions ou modification. A moyen terme, il s'agit d'actions complémentaires portées par les gestionnaires d'infrastructures, les services publics et les acteurs économiques pour réduire ou supprimer les risques des activités susceptibles d'impacts sur la ressource.

#### Processus d'approbation des conclusions de l'étude par les collectivités et des EPCI-FP

Le SYMCRAU entend poursuivre le processus de concertation en invitant les collectivités et EPCI-FP concernés à délibérer à l'automne sur les conclusions de l'ERS permettant ainsi de finaliser ce dossier pour la fin de l'année 2017. Ainsi les communes auront l'occasion d'officialiser leur avis à travers une délibération qui sera annexée au rapport d'étude transmis à la préfecture.

A travers ce processus, les conclusions de l'étude seront renforcées par une adhésion du territoire.

Le modèle de délibération qui sera proposé aux communes est donné en annexe 2.

**VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône Méditerranée approuvé par le préfet coordonnateur du bassin le 3 décembre 2015

**CONSIDERANT** que le SDAGE a reconnu la masse d'eau souterraine « Cailloutis de la Crau - FRDG104 » comme ressource stratégique à préserver pour l'alimentation en eau potable

**CONSIDERANT** qu'à ce titre le SDAGE demande la réalisation d'une étude ressource stratégique pour la nappe de la Crau

**VU** l'arrêté préfectoral du 13 février 2006 portant création du SYMCRAU - Syndicat Mixte de Gestion de la nappe de la Crau,

**CONSIDERANT** que le SYMCRAU a pour mission de « Veiller à ce que les aménagements, les études et les travaux ayant un impact direct sur les systèmes hydrauliques superficiels, la nappe de Crau et leur environnement, respectent les objectifs généraux de préservation des milieux et de sécurité »

**VU** les résultats de l'Etude Ressource Stratégique ci-dessus synthétisés,



**CONSIDERANT** les trois rapports techniques de l'étude ressource stratégique,

**Le Comité :**

**OUI** l'exposé de Mme la Présidente,

**APRES** en avoir délibéré,

**A LA MAJORITE** des membres présents (1 abstention),

**APPROUVE** la délimitation des zones de sauvegarde,

**APPROUVE** les recommandations techniques pour la protection de ces zones,

**APPROUVE** le processus d'approbation des conclusions de l'étude par les collectivités et EPCI-FP concernés,

**APPROUVE** la proposition de délibération ci-joint en annexe,

**AUTORISE** Madame la Présidente à signer les pièces nécessaires,

**AINSI** fait et délibéré à Salon de Provence, les an, mois et jour susdits.

**La Présidente du Syndicat Mixte de gestion  
de la nappe phréatique de la Crau,**

**Céline TRAMONTIN**



*Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

## **Annexe délibération 10/18 : proposition de délibération des conclusions de l'étude ressource stratégique**

### **Le Maire/Président informe l'assemblée :**

**Vu** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône Méditerranée approuvé par le préfet coordonnateur du bassin le 3 décembre 2015

**Considérant** que le SDAGE reconnaît la masse d'eau souterraine « Cailloutis de la Crau - FRDG104 » comme ressource stratégique à préserver pour l'alimentation en eau potable

**Considérant** qu'à ce titre le SDAGE demande la réalisation d'une étude ressource stratégique pour la nappe de la Crau

**Vu** l'arrêté préfectoral du 13 février 2006 portant création du SYMCRAU - Syndicat Mixte de Gestion de la nappe de la Crau,

**Considérant** que le SYMCRAU a pour mission de « Veiller à ce que les aménagements, les études et les travaux ayant un impact direct sur les systèmes hydrauliques superficiels, la nappe de Crau et leur environnement, respectent les objectifs généraux de préservation des milieux et de sécurité »

**Considérant** que la commune/EPCI est membre du SYMCRAU,

**Considérant** que la commune/EPCI/... a participé aux divers groupes de travail et de réflexion tout au long de l'élaboration de l'Etude Ressource Stratégique durant deux années,

La nappe de la Crau est la ressource majoritairement utilisée sur le territoire pour l'alimentation en eau potable de 300 000 habitants et des industries ainsi que des activités agricoles ou artisanales. Celle-ci est fortement vulnérable tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif.

Les zones de sauvegarde sont des secteurs stratégiques de la nappe devant faire l'objet d'une protection particulière pour garantir sur le long terme la satisfaction des besoins en eau potable. On distingue les zones de sauvegarde exploitée (ZSE), destinées à protéger les usages actuels, des zones de sauvegarde non actuellement exploitées (ZSNEA), qui ne sont pas indispensables pour la satisfaction des besoins actuels mais qui protègent les usages futurs. La préservation des zones de sauvegarde répond donc à un objectif sanitaire de sécurisation de l'approvisionnement en eau potable des populations actuelles et futures.

L'étude ressource stratégique (ERS) vise les objectifs suivants :

Déterminer les zones de sauvegarde dans lesquelles des actions prioritaires sont à mener pour préserver la capacité d'alimentation en eau potable des populations, d'un point de vue qualitatif et quantitatif

Lister les dispositions techniques à engager sur le long terme pour protéger les zones de sauvegarde

Définir les outils de planification urbaine qui peuvent être mobilisés pour intégrer les zones de sauvegarde dans le développement urbain

Dégager un schéma d'actions à engager dans le futur pour protéger les zones de sauvegarde dans un projet de territoire partagé

Les zones de sauvegarde définies par l'ERS sur le périmètre de la nappe de la Crau sont au nombre de 8. Elles représentent une surface totale de 100 km<sup>2</sup> soit environ 20 % de l'aire de la nappe.



<b>Zone de sauvegarde</b>	<b>Communes concernées</b>	<b>Superficie (km<sup>2</sup>)</b>	<b>Captages protégés</b>	<b>Débit cible (m<sup>3</sup>/j)</b>	<b>Communes desservies</b>
<b>ZSE de St-Hippolyte</b>	Arles, St-Martin-de-Crau	6.7	St Hippolyte	14 000	Arles et St-Martin-de-Crau
<b>ZSNEA de Mas-Thibert</b>	Arles	19	Mas-Thibert	10 000	Arles
<b>ZSE de Miramas</b>	St-Martin-de-Crau, Miramas, Salon-de-Provence, Istres	16	Canaux jumeaux	10 000	Miramas, Entressen et St-Chamas
<b>ZSE du Super Ventillon</b>	Grans, Miramas, Istres et Fos-sur-Mer	32	Ventillon, Fanfarigoule, Tapies, Caspienne, Autodrome	43 000	Port-St-Louis-du-Rhône, Port-de-Bouc, Fos-sur-Mer, Istres, GPMM, Martigues
<b>ZSE de Saint-Martin-de-Crau</b>	St-Martin-de-Crau	4	Lion d'Or et Valboisé	5 000	St-Martin-de-Crau
<b>ZSNEA d'Aureille</b>	Aureille, St-Martin-de-Crau	0.7	Les Fiolles	3000	Aureille et communes voisines
<b>ZSNEA de St-Martin-de-Crau</b>	St-Martin-de-Crau	8.5	Lion d'Or et Valboisé	10 000	St-Martin-de-Crau et Arles
<b>ZSNEA de Salon-de-Provence</b>	Salon-de-Provence, Eyguières	18	ZAC de la Crau	14 000	Salon-de-Provence et communes voisines

La commune/EPCI est concernée par les zones de sauvegarde suivante : *lister les zones de sauvegarde*

L'ERS propose sous forme de recommandations techniques, un ensemble de mesures à mettre en place pour éviter les risques de pollution dans les zones de sauvegarde. L'étude établit une liste des dispositions offertes par le Code de l'Urbanisme pour intégrer la protection des zones de sauvegarde dans les documents de planification urbaine.

L'ERS dégage les grandes lignes d'une stratégie d'actions pour la protection des zones de sauvegarde. Celle-ci concernent en premier lieu les communes et EPCI, à travers la prise en compte obligatoire des zones de sauvegarde, par un porter à connaissance de l'Etat, dans les documents de planification (PLU, PLUi, SCOT). Les autres mesures concernent des dispositions techniques à mettre en place par les services publics, gestionnaires d'ouvrages et opérateurs économiques susceptibles d'impacter la ressource en eau.

Ces dernières mesures n'ont pas de portée réglementaire, elles constituent un optimum technique qui pourra si nécessaire faire l'objet d'adaptation pour permettre l'application d'actions de protection équivalente.

**Le Maire/Président... propose à l'assemblée :**

Le Conseil Municipal/Conseil Syndical/Conseil communautaire/Conseil Métropolitain..., après



en avoir délibéré:

Approuve les conclusions de l'Etude Ressource Stratégique de l'aquifère des cailloutis de la Crau,

Considère la protection des zones de sauvegarde comme relevant de l'intérêt général,

S'engage à une prise en compte des zones de sauvegarde dans les futurs projets d'aménagement et documents de planification,

Autorise le *Maire/Président* à signer la délibération.